

Packard Bell Angers : trois salariés en grève de la faim

vendredi 7 juillet 2006, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2006).

En 2005, après avoir licencié plusieurs dizaines de cadres, Packard Bell Angers (filiale de NEC) mettait en œuvre un plan social concernant 179 salariés. Ex-délégués CGT, Betty, Bruno et Tony se sont d'abord contentés de leurs indemnités normales de licenciement et d'une promesse de reclassement. Puis, le 9 mai dernier, ils ont entamé une grève de la faim. Bruno explique pourquoi.

Aujourd'hui, NEC Angers emploie une centaine d'intérimaires. Quelles étaient les raisons du plan social de 2005 chez Packard et quelles ont été les réactions des salariés ?

Bruno - Dès 2004, le comité d'entreprise s'est aperçu que Packard perdait de l'argent à cause de sa mauvaise gestion. NEC a délocalisé l'été dernier en République tchèque pour baisser les coûts salariaux. Il y a eu 179 licenciements officiels mais, au niveau officieux, ils s'étaient arrangés pour enlever pas mal de cadres bien avant le plan social : les gens n'avaient pas trop le choix, les mutations étant trop loin pour que les gens puissent accepter. Il n'y a eu aucune réaction des salariés, tout le monde a attendu de se faire virer. C'était au petit bonheur la chance, et pourvu qu'on ne soit pas nommé, tant pis pour les autres.

Les patrons de Packard avaient promis un reclassement aux licenciés. Pouvez-vous parler de la procédure suivie, de la cellule de reclassement et de ses résultats ?

Bruno - Une cellule emploi a été choisie par la direction : le cabinet parisien Mobilité et développement, aidé de Relais pour l'emploi Cholet. Très vite, on a vu que le cabinet ne tenait pas tous ses engagements : ils sont arrivés démunis d'annonces. Ils ont découvert le bassin d'emploi angevin et puis ils se sont contentés de prendre des annonces ANPE et des annonces d'intérim. Aujourd'hui, ils avouent qu'ils ont eu de mauvais résultats. Nous, anciens délégués syndicaux, c'est encore pire, parce que la direction de Packard Bell/Nec nous avait promis de s'occuper de nous. On a été aiguillés sur l'antenne emploi, qui nous a coûté à chacun 3 000 euros, sans plus de résultat, alors qu'on ne demandait que des boulots de base. D'ailleurs, la direction nous donne raison puisqu'elle nous a envoyé une lettre recommandée dans laquelle elle nous proposait d'accéder à une nouvelle cellule de reclassement. C'est bien un aveu que la cellule de reclassement choisie à l'époque n'était pas bonne pour nous comme pour tous les autres salariés licenciés.

Vous êtes en grève de la faim depuis le 9 mai pour obtenir les reclassements promis. Comment la solidarité avec votre lutte s'est-elle manifestée jusqu'à présent ?

Bruno - Au bout de 40 jours de grève de la faim, il y a eu quelques politiques [Jack Lang, le maire PS d'Angers, le président UMP du conseil général, NDLR] qui sont venus nous voir. Il y a quand même

quelques collectifs qui nous entourent, mais le gros problème que personne ne comprend aujourd'hui, que ce soit les médias ou les gens de l'extérieur, c'est qu'on était délégués CGT, qu'il y a eu une motion, votée à l'unanimité lors du congrès de la CGT 49, nous soutenant entièrement, et qu'aujourd'hui, la CGT n'a pas été là depuis le début. On ne comprend pas bien cette non-solidarité.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2166 du 6 juillet 2006. Propos recueillis par notre correspondant.